

Unité départementale du Loiret  
3 rue de Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 20/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAVANE BROSSARD SA**

Rue de la Gare des Marchandises  
BP 20801  
45300 Pithiviers

Références : VAT20250051  
Code AIOT : 0010001192

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement SAVANE BROSSARD SA implanté Rue de la Gare des Marchandises 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objet de vérifier les dispositions prises par la société SAVANE BROSSARD en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023, s'agissant des échéances échues ou à échoir.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVANE BROSSARD SA
- Rue de la Gare des Marchandises 45300 Pithiviers

- Code AIOT : 0010001192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAVANE BROSSARD exploite sur la commune de Pithiviers un site de production soumis à autorisation pour la fabrication de pâtisseries familiales, de mini-pâtisseries et de cakes.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de son projet de déplacement du broyeur sucre et de l'armoire de stockage de liquides inflammables. Dans ce cadre, l'exploitant devra transmettre, avant réalisation, un dossier de porter-à-connaissance à Madame la Préfète présentant son projet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consommation d'eau - volume	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	VLE rejets aqueux au point n°1	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance des ouvrages de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat des réseaux d'eaux	AP Complémentaire du 26/02/2019, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
7	Etanchéité des réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
9	Zone de	Arrêté Ministériel	/	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	dangers	du 04/10/2010, article 48		justificatif à l'exploitant	
10	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Chargement des réservoirs	AP Complémentaire du 21/09/2005, article 3.5.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Moyens d'intervention en cas d'incendie	AP Complémentaire du 26/02/2019, article 11.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Poste de charge de batteries Li-ion	AP Complémentaire du 26/02/2019, article 3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Transmission des résultats GIDAF	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris à son encontre le 08/09/2023, s'agissant de la transmission d'un plan d'action assorti d'échéances pour assurer la remise en conformité des réseaux EP et EU (dont EI) de l'établissement. L'exploitant a indiqué qu'il recherchait un bureau d'étude pour l'accompagner dans la démarche d'identification des travaux et de hiérarchisation des priorités. Par ailleurs, l'exploitant ne respecte toujours pas les valeurs limites d'émission de ses rejets aqueux en sortie de la station d'épuration interne du site. Ce point de non-conformité est également porté par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'échéance de ce point n'est pas échue à la date de la visite d'inspection (définie au 31/12/2024).  
Postérieurement à la visite d'inspection et par courriers du 06/12/2024, l'exploitant a transmis à Madame la Préfète du Loiret une demande de report des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en faisant état de l'avancement des actions et des difficultés rencontrées. Cette demande est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consommation d'eau - volume

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public AEP  Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : commune de Pithiviers  Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>) : 28500  Débit maximal Journalier (m<sup>3</sup>) : 148</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>L'exploitant met en place un indicateur de suivi de sa consommation d'eau, notamment en lien avec sa production.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente :</u>  [C1] L'exploitant n'a pas respecté le volume maximal annuel autorisé pour les prélèvements sur le réseau AEP, deux années consécutives.</p> <p>-----</p> <p>Vu : Déclaration GERE de l'exploitant au titre de l'année 2023. Les données suivantes sont déclarées par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prélèvements totaux 2023 sur le réseau AEP : 33685 m<sup>3</sup></li> <li>- Production totale 2023 : 18886 tonnes</li> <li>- Volume rejeté en 2023 : 29239 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Soit une consommation de 1,78 m<sup>3</sup>/t produite, supérieure aux données des années antérieures.</p> <p>Vu : données de suivi des consommations d'eau mensuelles et annuelles de l'établissement.</p> <p>L'exploitant précise les actions qui ont été prises suite à ce constat de surconsommation d'eau :</p>

fermeture de vannes qui ne l'étaient pas pendant le week-end, vérification de l'absence de fuites et mise en place d'indicateurs journaliers prévus pour identifier les causes éventuelles.

Vu : suivi de la consommation d'eau mensuelle de l'année 2024.

A fin octobre 2024, 13674 m<sup>3</sup> ont été consommés. Le volume mensuel prélevé est d'environ 2500 m<sup>3</sup>, soit une consommation pour l'année 2024 qui s'élèverait à environ 28674 m<sup>3</sup>, proche de la limite de consommation annuelle et de la consommation 2022 (28 676 m<sup>3</sup>). Pour mémoire, la consommation était de 30 855 m<sup>3</sup> en 2021. Il est donc constaté une amélioration.

Au regard de ces éléments, le constat est maintenu.

**Constat :** L'exploitant n'a pas respecté le volume maximal annuel autorisé pour les prélèvements sur le réseau AEP. L'exploitant doit surveiller au plus près ses données de consommation d'eau (au moins mensuelle) afin de détecter précocement toute dérive et y remédier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de répondre au constat formulé. En particulier, il est attendu que les données de productions brute et nette soient communiquées en regard des données de consommation d'eau. L'exploitant utilisera pour ce faire l'application GIDAF (qui reste à paramétrer par l'exploitant).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : VLE rejets aqueux au point n°1**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE rejets aqueux au point n°1

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Rejet n°1 :

Les eaux domestiques sont collectées de manière unitaire avec les eaux industrielles.

Les eaux résiduaires (EU+ EI) doivent respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit maximal journalier : 160 m<sup>3</sup>/jour

Polluants // Concentrations maximales exprimées en mg/l // Flux maximaux exprimés en kg/jour

MES // 600 // 96

DCO // 5000 // 600

DBO5 // 2500 // 300

Phosphore total // 30 // 4,8

NTK // 100 // 16

Graisses // 250 // 40

### Constats :

Rappel du constat de la visite d'inspection précédente :

[C3] Il est constaté des dépassements réguliers des VLE en concentration sur les effluents en sortie de STEP interne, pour les paramètres DCO, DBO5, MES, et plus ponctuellement sur la température et l'azote. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect des VLE en flux sur les paramètres pour ce rejet (non suivi).

-----  
Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 - article 2 - échéance non échue à la date de la visite d'inspection

La société SAVANE BROSSARD, exploitant une usine de fabrication de pâtisseries industrielles, sise rue de la gare des marchandises sur la commune de Pithiviers, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6 [et 13] de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé en :

- respectant, avant le 31 décembre 2024, les valeurs limites d'émission de ses effluents aqueux en sortie de station d'épuration interne, [...].

-----  
Vu : déclarations d'autosurveillance transmises par l'exploitant via l'application GIDAF sur l'année 2024 qui font état de dépassements très fréquents :

- Avril 2024 : dépassements sur paramètres pH, MES, DCO, DBO5 en concentration et ponctuellement en flux pour certains, dont un dépassement supérieur à 2 fois la VLE en concentration pour les MES. L'exploitant précise la cause des dépassements (disjonction de la pompe de pressurisation).

- Juin 2024 : dépassements sur paramètres pH, DCO, DBO5 en concentration et pour certains en flux,

- Juillet 2024 : dépassements sur paramètres pH, MES, DCO, DBO5 en concentration et en flux, en particulier il est constaté un pH de 10 sur la période du 1er au 4 juillet 2024 puis de 3,8 au cours de la journée du 8 juillet 2024. Des dépassements importants sont constatés sur la journée du 24 juillet 2024 (MES : 3900 mg/L // DBO5 : 5700 mg/L // DCO : 11900 mg/L). 6 dépassements de plus de 2 fois la VLE sont constatés.

- Août 2024 : dépassements sur paramètres pH, MES, DCO, DBO5 en concentration et ponctuellement en flux sur certains. L'exploitant précise la cause des dépassements (hydro-

injecteur de la STEP en panne).

L'exploitant précise dans ses déclarations que les délais de remplacement des équipements sont longs mais que les commandes sont en cours. Il est mentionné le projet d'amélioration et d'optimisation des installations en cours.

S'agissant des causes des dépassements, l'inspection des installations classées rappelle que les équipements critiques pour le bon fonctionnement des installations de traitement doivent faire l'objet d'une gestion spécifique afin de prévenir le rejets d'effluents non conformes.

Au regard des valeurs particulièrement basses puis élevées de pH relevées, notamment en juillet 2024, **l'exploitant doit justifier d'une déclaration à la station d'épuration communale, au regard des risques de dégradation des réseaux situés en aval immédiat du point de rejet.**

Vu : facture du 17/07/2024 pour les travaux du 5 juillet visant au remplacement de l'hydro-injecteur de la STEP.

L'exploitant indique par ailleurs qu'un appel d'offre a été passé en février 2024 suite au cahier des charges établi par le bureau d'étude ATE. Sur les 6 entreprises consultées, seules 2 réponses leur sont parvenues en avril 2024. L'exploitant précise qu'aucune des propositions ne comporte un engagement clair sur le résultat (conformité des effluents) à l'issue des travaux.

Au regard des charges élevées en polluants, l'exploitant indique qu'il s'avère nécessaire de caractériser plus précisément la charge entrante à traiter dans sa STEP industrielle. A cette fin, des mesures ont été réalisées au cours du mois de septembre 2024 pendant une semaine. Les résultats n'apparaissent toutefois pas concluants et d'autres mesures sont nécessaires.

L'exploitant présente un état des lieux de son plan d'action :

- Lancement d'analyses complémentaires : d'octobre 2024 à janvier 2025.
- choix de la solution retenue sur base des devis présentés : février à mars 2025 (dont choix de remplacement complet de la STEP le cas échéant) ;
- réalisation des travaux : avril à octobre 2025 ;

Au regard des étapes précédentes, l'exploitant s'engage à un retour à la conformité d'ici fin décembre 2025 si la STEP actuelle peut être améliorée. Dans le cas où la solution retenue serait la construction d'une nouvelle STEP, le retour à la conformité serait à préciser selon les besoins de travaux.

Au regard des éléments précédents, l'écart est maintenu et reformulé comme suit :

**Constat : Il est constaté des dépassements très fréquents des VLE en concentration et en flux sur les effluents en sortie de STEP interne, pour les paramètres DCO, DBO5, MES, et pH. L'exploitant doit justifier d'une déclaration à la station d'épuration communale, au regard des risques de dégradation des réseaux situés en aval immédiat du point de rejet.**

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à Madame la Préfète du Loiret par courrier du 06/12/2024 une demande de report de l'échéance accordée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées



un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Surveillance des ouvrages de traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dysfonctionnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il pourra être nécessaire de prévoir une capacité de stockage tampon permettant de renvoyer les effluents dans les installations de traitement dès que leur fonctionnement normal aura été rétabli.</p> <p>Dans le cadre de fabrications discontinues, il convient en général d'interdire de reprendre une fabrication avant que les dispositifs de traitement n'aient été remis en état.</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les défauts sont gérés par la société VEOLIA, présente tous les 3 jours environ. Une astreinte de la société est également prévue en cas de besoin. Il indique qu'un agent de surveillance effectue une ronde journalière en fin de journée pour vérifier l'absence de défaut, en l'absence de tout personnel de la société.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne réalisation de la ronde de vérification journalière, ni de l'existence d'une consigne en ce sens. Aucune remontée des alertes ou des défauts depuis la STEP n'est aujourd'hui assurée pour permettre une intervention la plus rapide possible en vue de limiter le rejet d'effluents non conformes.</p> <p><u>Il est rappelé que l'exploitant demeure responsable du bon fonctionnement de ses installations de traitement et de la gestion des dysfonctionnements.</u></p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant ne s'assure pas du bon fonctionnement de ses installations de traitement. Ces dernières ne sont ni exploitées ni surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il pourra être nécessaire de prévoir une capacité de stockage tampon permettant de renvoyer les effluents dans les installations de traitement dès que leur fonctionnement normal aura été rétabli.</p> <p>Dans le cadre de fabrications discontinues, il convient en général d'interdire de reprendre une fabrication avant que les dispositifs de traitement n'aient été remis en état.</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente :</u></p> <p>[C4] L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées des actions engagées en vue de prévenir les dysfonctionnements de son installation de traitement des effluents en transmettant la demande formalisée auprès de la société VEOLIA, ainsi que le plan d'action défini pour la gestion de la STEP assorti d'échéances.</p> <p>_____</p>

En réponse à la dernière visite d'inspection, l'exploitant avait transmis les résultats de l'audit de la station de prétraitement des eaux résiduaires (Etude technico-économique de son renforcement) par la société GES (référéncé n° 217431 de septembre 2023), dans lequel des propositions d'amélioration du fonctionnement du prétraitement des effluents étaient avancées. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'avancement des actions et le suivi des propositions d'amélioration avancées par le bureau d'étude GES.

Le constat est maintenu et reformulé comme suit :

**Constat : L'exploitant ne dispose pas de plan des actions engagées ou prévues en vue de prévenir les dysfonctionnements de son installation de traitement des effluents.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Transmission des résultats GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des résultats GIDAF

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les résultats de l'auto-surveillance des rejets aqueux sont transmis mensuellement par l'exploitant par le biais de l'application internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquentes).

**Constats :**

Rappel du constat de la visite d'inspection précédente :

[C5] L'exploitant ne transmet pas mensuellement les résultats de son autosurveillance via l'application GIDAF.

Vu : Déclarations des données d'autosurveillance transmise par l'exploitant via l'application GIDAF. Il est constaté que l'exploitant transmet à présent mensuellement les résultats de son autosurveillance aux points de rejet depuis la dernière visite d'inspection.

A noter : la déclaration pour le mois de septembre 2024 n'a pas encore été transmise, au jour de la visite d'inspection.

Le constat précédent est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Etat des réseaux d'eaux**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/02/2019, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des réseaux et plan
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit, avant fin décembre 2019, avoir réalisé un diagnostic de ses réseaux d'eau, notamment par inspection vidéo, afin de définir clairement leur emplacement et leur état. Il devra reporter les réseaux ainsi définis sur un plan à jour et exhaustif comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution d'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.</li> </ul> <p>Avant le 31 mars 2020, le rapport de diagnostic est adressé à l'inspection des installations classées avec un échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente :</u>  [C8] L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'inspection des réseaux, le plan actualisé des réseaux et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires avant le 31 mars 2020. Ce constat avait déjà été énoncé lors de la précédente visite d'inspection en date du 29/04/2021, sans avancement notable à ce jour.</p> <p>-----</p> <p><u>Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 08/09/2023 - article 2 - échéance échue</u>  La société SAVANE BROSSARD, exploitant une usine de fabrication de pâtisseries industrielles, sise rue de la gare des marchandises sur la commune de Pithiviers, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles [6 et] 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 susvisé en :[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettant, dans l'année suivant la date de notification du présent arrêté, les résultats de l'inspection des réseaux d'eaux, le plan des réseaux actualisé et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires.</li> </ul> <p>-----</p> <p>Vu : rapport SARP SOA de l'inspection des réseaux EP en date du 06/03/2024, suite aux</p>

inspections caméras réalisées à compter du 26/10/2023. Le rapport fait état, sur certains tronçons de canalisation, de dépôts de matériaux, mais aussi de désordres, notamment : fissures, rupture, effondrement, casse de tampon. Le rapport a été transmis par courriel du 30/10/2024, postérieurement à l'échéance accordée par la mise en demeure.

Vu : rapport SARP SOA de l'inspection des réseaux EU en date du 06/03/2024, suite aux inspections caméras réalisées à compter du 24/10/2023. Le rapport fait état, sur certains tronçons de canalisation, de dépôts de matériaux, mais aussi de désordres, notamment : fissures, rupture, effondrement, déboîtement, exfiltration. Le rapport a été transmis par courriel du 30/10/2024, postérieurement à l'échéance accordée par la mise en demeure.

L'exploitant indique que les rapports définitifs ne lui auraient été transmis que le 20 juin 2024 après demande de précisions auprès du prestataire sur le type de désordres.

Vu : plans des réseaux EP (Eaux Pluviales) et EU (Eaux Usées) remis à jour au 09/02/2024 faisant mention des tronçons enterrés ayant fait l'objet d'une inspection ou non. L'exploitant confirme, en inspection, que :

- les eaux industrielles sont intégrées sur le plan des EU ;
- l'absence de réseau EU au niveau de l'entrepôt MAUFFREY.

**L'exploitant doit différencier, sur son plan des réseaux, les eaux usées des eaux industrielles.**

En comparant, par sondage, les rapports SOA avec le plan des réseaux, il apparaît que certaines ouvertures ou arrivées de canalisation sur des tronçons ne sont pas reportées sur le plan général.

**Les plans de réseaux n'ont pas été remis à jour suite aux résultats des inspections caméra. Si ces tronçons constituent des bras morts, il convient de les indiquer précisément sur le plan en vue de conserver la mémoire de leur existence et d'étudier la possibilité de comblement à terme.**

Il est également constaté la présence de plusieurs dépôts de graisse dans les canalisations d'eaux pluviales, laissant supposer une connexion entre le réseau EP et le réseau EI, ou un déversement.

**L'exploitant doit vérifier l'origine de ces dépôts de graisse (éventuellement par analyses) et mener les actions correctives nécessaires (pompages...). A cet égard, l'exploitant a indiqué qu'il a identifié une mise en connexion des réseaux EP et EU au niveau de la zone de stockage silos de sucre.**

Au regard des rapports transmis, l'exploitant doit veiller à prioriser les travaux de remise en conformité en fonction du type de désordre et de la nature des effluents (plus ou moins chargés). L'exploitant a précisé qu'il recherche actuellement un bureau d'étude pour analyser plus finement les rapports, identifier les non-conformités et travaux à mener en vue de définir un plan d'action avec échéances réalistes. La société SAVANE BROSSARD souhaite bénéficier d'un report de l'échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en remettant son plan d'actions en mars 2025. Il précise qu'un courrier sera rédigé en ce sens à Madame la Préfète du Loiret.

**Constat : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées l'échéancier de réalisation des actions correctives, contrairement aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 09/08/2023 - échéance échue. L'exploitant a engagé une première action : il sollicite l'intervention d'un bureau d'étude pour l'interprétation, la description et la planification des travaux.**

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à Madame la Préfète du Loiret par courrier du 06/12/2024 une demande de report de l'échéance accordée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant doit remettre à jour les plans des réseaux suite aux résultats des inspections caméra.</li> <li>- L'exploitant doit vérifier l'origine de ces dépôts de graisse (éventuellement par analyses) et mener les actions correctives nécessaires.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Etanchéité des réseaux de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : rapport SARP SOA de l'inspection des réseaux EP en date du 06/03/2024, suite aux inspections caméras réalisées à compter du 26/10/2023. Le rapport fait état, sur certains tronçons de canalisation, de dépôts de matériaux, mais aussi de désordres, notamment : fissures, rupture, effondrement, casse de tampon.</p> <p>Vu : rapport SARP SOA de l'inspection des réseaux EU en date du 06/03/2024, suite aux inspections caméras réalisées à compter du 24/10/2023. Le rapport fait état, sur certains tronçons de canalisation, de dépôts de matériaux, mais aussi de désordres, notamment : fissures, rupture, effondrement, déboîtement, exfiltration.</p> <p>Les rapports de diagnostic de l'état des réseaux font ressortir des désordres, dont certains importants qui remettent en cause l'étanchéité des réseaux permettant d'assurer la collecte et l'acheminement des eaux polluées ou susceptibles de l'être vers les équipements de traitement.</p> <p>Voir également Point de contrôle n°6.</p> <p><b>Constat :</b> Les réseaux de collecte et d'acheminement des eaux polluées ou susceptibles de l'être ne sont pas étanches.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]  L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : [...].
<b>Constats :</b>  Vu : La déclaration annuelle des émissions et des déchets transmise le 22/03/2024 au titre de l'année 2023, via l'application GERE. <b>Absence d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Zone de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
<b>Constats :</b>  Vu : le rapport de zonage établi par la société APAVE en décembre 2021; Vu : DRPCE du site et évaluation du risque lié aux atmosphères explosibles. Vu : local broyeur de sucre, dont un pictogramme "risque ATEX" apposé sur la porte, signale l'entrée en zone.

Le plan des zones ATEX n'est pas présent dans le rapport de zonage et n'a pas été présenté à l'inspection des installations classées au cours de la visite.

**Constat :** L'exploitant doit transmettre le plan présentant l'emplacement précis des zones ATEX.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 10 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation des matériels en zone ATEX

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

Vu : le rapport de zonage établi par la société APAVE en décembre 2021;

Vu : DRPCE du site et évaluation du risque lié aux atmosphères explosibles.

Vu : local broyeur de sucre.

L'exploitant indique que des travaux ont été engagés par le service maintenance pour mettre en adéquation les équipements présents en zone broyeur avec le zonage ATEX (fabrication du sucre glace à partir du sucre), dont l'éclairage, le moteur et l'interrupteur. L'exploitant indique que le principal écart reste le broyeur de sucre en lui-même (parties mécaniques) qui n'est pas adapté à la zone ATEX. L'exploitant indique avoir engagé une étude d'investissement pour le remplacement du broyeur par un équipement adapté à la zone ATEX. Il fait également part de son projet de réaménagement de la zone avec déplacement du broyeur. Ce projet de modification devra être porté à connaissance de Madame la Préfète avant sa réalisation, en vertu de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

L'exploitant indique également que le nettoyage du local n'était jusqu'alors pas correctement mis en place. Des consignes ont été formalisées et une formation a été dispensée aux salariés.

Le DRPCE fait mention à l'audit d'adéquation des matériels présents dans les zones ATEX mais cet audit n'a pas été transmis. Spécifiquement, s'agissant du broyeur de sucre et malgré l'inadéquation de ce matériel, le bureau d'étude APAVE ne pas fait ressortir de risque important au regard des actions mises en place par l'exploitant : *"le broyeur n'est pas ATEX mais bénéficie de contrôles périodiques pour maintien en service : contrôles des paliers tous les 6 mois de façon à limiter le risque d'étincelle et contrôles quotidiens des températures."*



<p><b>Constat :</b> L'exploitant exploite un broyeur de sucre qui n'est pas adapté pour une exploitation en zone ATEX. Il doit transmettre le bilan de l'adéquation des matériels implantés en zone ATEX, assorti le cas échéant de son plan d'actions pour assurer la remise en conformité des installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 11 : Chargement des réservoirs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/09/2005, article 3.5.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque de débordement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement. Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat :</b> le poste de chargement des cuves de stockage présentes au local des matières premières et la présence visuelle de traces de débordement sur les cuves d'huiles de colza ou en cuvette.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 12 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2019, article 11.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des équipements</p>

<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]
<b>Constats :</b>  Vu : La présence d'un RIA implanté dans la cuvette de stockage dédiée au nouveau réservoir de stockage d'huile de colza localisé dans la local Matières Premières. L'implantation dans la cuvette pose question sur la manœuvrabilité de l'équipement. Vu : la présence d'un extincteur et d'un boîtier de commande du désenfumage. Ces équipements apparaissent peu accessibles (présence d'un chariot de manutention entravant l'accès).  <b>Constat : Les moyens d'intervention en cas d'incendie ne sont pas accessibles en tout temps (extincteurs, commande manuelle de désenfumage et RIA).</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. L'exploitant devra justifier, pour le local de stockage de Matières Premières : <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les équipements d'intervention sont rendus accessibles ;</li> <li>- que les commandes de désenfumage sont rendues accessibles ;</li> <li>- par un essai : que le RIA peut être mis en œuvre sans entrave au regard de l'encombrement (rétention, largeur des accès autour des rétentions).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Poste de charge de batteries Li-ion**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2019, article 3.1						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2925						
<b>Prescription contrôlée :</b>						
Rubrique	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs	30 chargeurs d'une puissance de 48,46 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable	< 50 kW	48,46 kW

			kW			
--	--	--	----	--	--	--

Pour rappel la rubrique 2925 concerne :

Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')

1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (régime D)
2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (régime D)

*(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers*

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, il est constaté un poste de charge de chariot de manutention disposant de batteries Li-ion. L'exploitant indique un changement du type de chariots de son parc. A cet égard, l'exploitant doit positionner ses activités au regard de la rubrique 2925-1 et 2925-2 du code de l'environnement.

Le poste de charge constaté est situé à proximité immédiate du stockage de matières premières (réservoir de stockage d'huile de Colza), en bord de rétention.

L'inspection des installations classées rappelle, qu'au regard du retour d'expérience sur l'accidentologie liée à l'utilisation de batteries lithium-ion, l'exploitant doit veiller à ne pas implanter de poste de charge à proximité immédiate de matières combustibles ou dangereuses.

**Constat :** Le poste de charge des chariots est situé à proximité immédiate du stockage de matières combustibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois